



**PRÉFET  
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse  
11 rue de l'île de Corse  
CS 12247  
54035 Nancy

Nancy, le 18/11/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**NOVACARB**

La Madeleine  
34 rue Gilbert Bize - BP 15  
54410 La Madeleine

Références : 2025\_1195  
Code AIOT : 0006200307

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/10/2025 dans l'établissement NOVACARB implanté La Madeleine 34 rue Gilbert Bize 54410 Laneuveville-devant-Nancy. L'inspection a été annoncée le 07/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite s'inscrit dans le suivi de l'application de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à la recherche de composés per et polyfluoroalkylés (PFAS) dans les rejets d'eau de l'établissement. Les résultats des campagnes d'analyse imposées par l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 montrent la présence de PFAS et d'AOF dans les rejets aqueux d'un certain nombre de sites industriels. Dans la continuité de l'action nationale 2024, ces émissions doivent être supprimées ou, à défaut, réduites autant que possible. Les exploitants doivent donc définir un plan d'action pour supprimer/réduire les émissions de PFAS.

Le site de NOVACARB est concerné par l'action compte tenu des flux détectés pour le paramètre

AOF uniquement.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- NOVACARB
- La Madeleine 34 rue Gilbert Bize 54410 Laneuveville-devant-Nancy
- Code AIOT : 0006200307
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société NOVACARB, dont le siège social est situé 34 rue Gilbert Bize - La Madeleine - à LANEUEVILLE DEVANT NANCY (54410), est autorisée par arrêté préfectoral n°2010/101 du 27 juillet 2010 modifié à exploiter des installations de fabrication de carbonate de sodium à LANEUEVILLEDEVANT- NANCY pour une capacité annuelle maximale de 600 000 tonnes de carbonate de sodium comprenant notamment des installations classées au titre de la rubrique 4735-1a relative au stockage d'ammoniac.

**Thèmes de l'inspection :**

- AN25 PFAS TOP 99%
- Eau de surface

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	3. Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	1. Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
2	2. Rejets aqueux de PFOS	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32	Sans objet
4	4. Définition d'un plan d'action de suppression/réduction des PFAS	Code de l'environnement du 08/01/2020, article L. 181-14	Sans objet
5	5. Mesures	Code de l'environnement du	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	d'investigation	02/02/1998, article 2	

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort de l'inspection que suite à la réalisation des trois campagnes d'analyse prévues par l'arrêté ministériel du 20/06/2023, du Fluor Organique Adsorbable (AOF) a été détecté lors de plusieurs analyses au-delà du seuil de quantification sans détection de composés perfluoroalkylés (PFAS).

Dans ce contexte, l'exploitant a procédé aux démarches d'identification de la présence de PFAS ou substances fluorées dans les produits utilisés au sein de son site ainsi que leur présence dans les rejets de l'établissement. Pour l'instant, la démarche de recherche via les fiches de données de sécurité a démontré l'absence de ces composés dans les produits utilisés sur site à ce jour. A noter qu'un travail supplémentaire sur les produits utilisés dans le cadre de la défense incendie est attendu de la part de l'exploitant.

En juillet 2024, l'exploitant avait proposé un plan d'action visant à investiguer l'origine des AOF. Ce courrier aborde différentes difficultés et conclusions notamment le fait que le point de rejet "eaux salines" contient des eaux avec une forte teneur en chlorures, halogène pouvant impacter la mesure du paramètre AOF.

De plus, l'exploitant a su démontrer via l'application d'un bilan matière entrée-sortie que les eaux entrant dans les procédés de fabrication (mélange d'eaux de surface) contribuent à la présence d'AOF dans le rejet des installations, et que les rejets associés à ces alimentations sont non impactés par une contribution du procédé de fabrication.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : 1. Déclaration des résultats GIDAF

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Restitution correcte des résultats sur GIDAF
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.
<b>Constats :</b>  Les campagnes de mesure demandées par l'Arrêté Ministériel du 20 juin 2023 se sont déroulées durant les mois de mars, avril et mai 2024. Il a été constaté que l'exploitant a bien déclaré les résultats sur l'outil GIDAF et qu'il n'y aucune erreur de saisie. Ces analyses montrent la présence de : <ul style="list-style-type: none"> <li>Fluor Organique Absorbable (AOF) dans les deuxième et troisième campagnes d'analyses sur le point de rejet "salin bassin 4000" (16,7 g/j et 552 g/j) ;</li> </ul>

- Fluor Organique Absorbable dans les trois campagnes d'analyses sur les eaux de prélèvements.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 2 : 2. Rejets aqueux de PFOS

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Respect de la valeur limite d'émission en PFOS de 25 µg/L

##### **Prescription contrôlée :**

4 - Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau  
Par ailleurs, pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes : [...]

Acide perfluorooctanesulfonique et ses dérivés\* (PFOS) (45298-90-6 ; 6561) ≤ 25 µg/l

Les substances dangereuses marquées d'une \* dans le tableau ci-dessus sont visées par des objectifs de suppression des émissions et doivent en conséquence satisfaire en plus aux dispositions de l'article 22-2-III du présent arrêté.

##### **Constats :**

Les analyses effectuées n'ont révélé aucune présence de PFOS dans les échantillons testés.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 3 : 3. Liste des substances PFAS

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS

##### **Prescription contrôlée :**

L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.

##### **Constats :**

Afin de déterminer la présence de PFAS ou composés fluorés dans les produits utilisés sur le site, l'exploitant a entrepris un travail de consultation des fiches de données de sécurité (FDS). Ce travail a concerné plus de 35 produits provenant des secteurs les plus susceptibles d'être retrouvés dans les rejets aqueux de l'établissement. Lors de cette recherche, l'exploitant a comparé les numéros CAS des substances de l'Arrêté Ministériel du 20/06/2023 à ceux présents

<p>dans les FDS.</p> <p>Cette recherche a démontré l'absence de PFAS dans les produits utilisés et présents sur site à ce jour.</p> <p>A noter que l'exploitant indique ne pas avoir analysé les compositions des émulseurs/extincteurs. Pour rappel, ces derniers sont susceptibles de contenir des additifs fluorés et doivent être étudiés.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de fournir la liste des produits utilisés dans le cadre de la défense incendie pouvant être susceptibles de contenir des PFAS ou additifs fluorés. La consultation des fournisseurs est recommandée afin de vérifier la présence de PFAS en détail. L'exploitant indiquera également si ces derniers ont été percutés au cours des dernières années et dans quelles quantités.</p> <p>Un retour sur la démarche engagée sera faite à l'inspection dans un délai n'excédant pas 3 mois.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 4 : 4. Définition d'un plan d'action de suppression/réduction des PFAS

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 08/01/2020, article L. 181-14</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Elaboration du plan d'action pour supprimer/réduire</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation. En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32.</p> <p>L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la réalisation des campagnes initiales (3 campagnes de mesures réalisées de novembre 2023 à janvier 2024), l'exploitant a pu identifier la présence d'AOF dans ses prélèvements (eaux amonts) et ses rejets. Il est à noter que pour les rejets les concentrations en PFAS détectées sont toutes inférieures au seuil de quantification défini par l'arrêté ministériel du 20 juin 2023.</p> <p>Par ailleurs, l'inspection a reçu le 4 juillet 2024, un plan d'action de la part de l'exploitant visant dans un premier temps à investiguer sur la présence d'AOF sans mise en place de surveillance complémentaire. Le jour de l'inspection, l'exploitant a détaillé l'avancée de ce plan.</p> <p>La phase d'investigation est en cours de finalisation et démontre, à ce jour, l'absence de PFAS</p>

dans les produits utilisés.

La phase de suppression/réduction reste pour l'instant complexe. En effet, l'exploitant indique que le paramètre AOF présente des valeurs aléatoires notamment dans les matrices salines concentrées en fluorure et chlorure minéral. Halogène qui peut interférer avec la mesure d'AOF, entraînant une surestimation des résultats.

De plus, étant donné l'absence de PFAS et substances fluorées dans les produits utilisés, l'origine de cette présence n'est pas clairement identifiée, ce qui rend difficile la mise en place d'une suppression/réduction à la source à ce stade.

Par ailleurs, les eaux entrant dans les procédés de fabrication (mélange d'eaux de surface) contribuent à la présence d'AOF dans le rejet des installations. Par ailleurs, l'exploitant a démontré par application d'un bilan matière que les rejets associés à ces alimentations sont non impactés par une contribution du procédé de fabrication.

Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté de nouvelles analyses effectuées sur différentes matrices, notamment les produits finis et l'eau déminéralisée. Ces analyses ont confirmé l'absence de PFAS, toutefois, le paramètre AOF n'a pas été mesuré.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 5 : 5. Mesures d'investigation

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 02/02/1998, article 2

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Recherche des causes des émissions en PFAS et/ou en AOF

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

-prévenir l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

**Constats :**

Suite aux trois campagnes d'analyses réalisées dans le cadre de l'application de l'arrêté ministériel du 20/06/2023 sur les points de rejets et de prélèvements, l'exploitant a établi un bilan matière. Ce dernier visant à évaluer la contribution des concentrations en AOF des eaux amont dans ces rejets, conformément aux dispositions de son arrêté préfectoral 2010/101 du 27 juillet 2010.

Pour rappel, les concentrations en AOF retrouvées dans les analyses sont celles ci-dessous.

D a t e d e prélèvement	Paramètre	Bassin 4000	Canal	Meurthe 6
29/11/23	AOF	/	3,2 µg/L 49,9 g/j	/
21/12/23	AOF	3,5 µg/L 16,7 g/j	2 µg/L 28,6 g/j	<400 µg/L

16/01/24	AOF	46 µg/L 552 g/j	6,1 µg/L 87,2 g/j	500 µg/L 14 950 g/j

A noter que, pour le calcul des flux les concentrations inférieures à la LQ ont été prises égales à la LQ/2.

Les résultats du bilan mettent en évidence que le rejet net en AOF est nul, indiquant que la présence de ce paramètre dans les rejets provient essentiellement des apports amont.

Ainsi, après contrôle des éléments fournis par l'exploitant dans le cadre de ces investigations (contrôle de cohérence entre valeur fournies et valeur reportées dans les outils de comparaison et explication conçus par l'exploitant), l'inspection rejoint l'exploitant sur son analyse.

**Type de suites proposées :** Sans suite